



MINUSCA

NOTE D'INFORMATION

LA MINUSCA RASSURE SUR LA SÉCURISATION DE BOZOUM ET DES LOCALITÉS VOISINES

Bangui, le 16 novembre 2016 – La MINUSCA a rassuré mercredi que le redéploiement des casques bleus qui étaient stationnés à Bozoum (préfecture de l'Ouham Pende) ne causera pas de vide sécuritaire dans la ville ni dans ses environs. Au cours de la conférence de presse hebdomadaire de la Mission, son porte-parole Vladimir Monteiro a précisé que les casques bleus vont continuer à mener des patrouilles robustes sur les différents axes pour rassurer les populations de Bozoum et de la région.

Monteiro a indiqué que la présence des soldats de la MINUSCA à Bozoum, dans le cadre d'une mesure temporaire et conjoncturelle, avait permis d'assurer la sécurité de la population. Le porte-parole a ajouté que la mesure de redéploiement des casques bleus s'inscrit dans une restructuration de la Force, avec la création de bases d'opération permanentes pour une plus grande efficacité.

Le porte-parole de la MINUSCA a, par la même occasion, condamné aussi bien les agressions des derniers jours contre les acteurs humanitaires « qui travaillent pour secourir les plus démunis » ainsi que les attaques perpétrées dans certaines localités par des éléments anti-balaka contre les soldats de la MINUSCA, en soulignant que « toute attaque contre des casques bleus peut être considérée comme un crime de guerre et son auteur passible de poursuites pénales ».

En ce qui concerne la conférence de Bruxelles, Monteiro a qualifié l'événement de « grand jour au cours duquel la délégation centrafricaine avec à sa tête le Chef de l'État va présenter à ses partenaires sa stratégie de relèvement du pays ». Le porte-parole a rappelé l'appel lancé à la communauté internationale dans une tribune conjointe du Président Faustin-Archange Touadéra, de la Haute Représentante de l'Union européenne pour la politique étrangère et de sécurité et Vice-Présidente de la Commission européenne, Federica Mogherini, du Vice-Secrétaire Général des Nations Unies, Jan Eliasson, et du Vice-Président de la Banque mondiale, Makhtar Diop. « La communauté internationale peut et doit soutenir le gouvernement dans la mise en œuvre de ce plan », peut-on lire dans le document.

Le porte-parole est aussi revenu sur deux activités lancées mardi par la MINUSCA en vue du dialogue et la cohésion sociale en Centrafrique. La première est un atelier qui réunit 60 femmes qui doivent faire des propositions pour le rétablissement de la cohésion sociale et la libre circulation des personnes et des biens entre le 3^e arrondissement et les arrondissements voisins à savoir les 5^e, 6^e et Boeing, dans la capitale Bangui. La deuxième

activité est un programme inédit dans les missions de paix avec la construction des bases destinées à son personnel, notamment militaire. « C'est une mesure exceptionnelle qui permettra d'employer des jeunes centrafricains et doter le pays d'infrastructures, à la fin de la Mission. Ce projet a démarré avec la construction du camp du contingent égyptien à Bangui et emploie 120 jeunes, dont 20 filles. C'est aussi une façon de contribuer à la cohésion sociale », a dit Monteiro.

De son côté, le porte-parole de la Force, le Lieutenant-Colonel Clément Cimana, a mentionné qu'à l'intérieur du pays, la situation sécuritaire est marquée par le début de la transhumance et les affrontements entre les groupes armés. Face à toutes ces situations, la Force tente de contrôler les mouvements avec des positions statiques et mobiles, tout en adoptant une posture robuste afin d'atténuer les tensions et s'assurer de la protection de la population.

Pour sa part, le porte-parole de la Police, le Lieutenant Salifou Konseiga a souligné que la situation sécuritaire dans la capitale a connu un calme relatif, mais qui reste toutefois fragile. Afin de préserver ce climat, la Police de la MINUSCA a assuré au cours de la semaine, ses missions habituelles d'escorte et de protection de hautes personnalités, les différentes patrouilles, les gardes statiques au niveau des points sensibles et des institutions étatiques, ainsi que les opérations de lutte contre la délinquance.